

Suivi trimestriel du recours aux

ORDONNANCES DE L'ARTICLE 38 DE LA CONSTITUTION

Actualisation au premier trimestre 2021

1. CHIFFRES DU TRIMESTRE (JANVIER – MARS 2021)

Entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2021 :

- le Parlement a octroyé au Gouvernement **une seule habilitation** à légiférer par ordonnances, en application de l'article 38 de la Constitution¹. Cette habilitation a été accordée pour un délai de **six mois** ;
- **26 ordonnances ont été publiées** ;
- **2 habilitations ont expiré** sans qu'une ordonnance ait été publiée avant le délai voté par le Parlement : l'une prévue par la loi ELAN destinée à l'adoption de la partie législative d'un code relatif à la copropriété des immeubles bâtis, l'autre prévue par la loi « Énergie et Climat » portant sur la gouvernance européenne de l'énergie et au marché intérieur de l'électricité ;
- **25 projets de loi de ratification** ont été déposés sur le bureau de l'une des deux assemblées, dont **11 au Sénat** ;
- aucune ordonnance n'a été frappée de caducité au cours du trimestre, tous les projets de loi de ratification ayant été déposés dans le délai imposé par la loi d'habilitation ;
- **le Parlement a ratifié 6 ordonnances** au cours du trimestre. Ces 6 ordonnances avaient été publiées lors du quinquennat actuel. **Pour 3 de ces ordonnances, la ratification s'est accompagnée de modifications**, soit du dispositif de l'ordonnance, soit des dispositions codifiées sur lesquelles l'ordonnance intervenait.

Pour mémoire, lors du trimestre précédent (T4 2020), le Parlement a octroyé 53 habilitations, pour un délai moyen de 8 mois. 35 ordonnances ont été publiées. 7 ordonnances ont été ratifiées, dont 5 avec modifications. Parmi les 7 ordonnances ratifiées lors de ce trimestre, 5 avaient été publiées lors du quinquennat actuel, et 2 au cours des deux quinquennats précédents.

Au cours du premier trimestre 2021:



¹ Ce décompte a été réalisé à partir des lois promulguées au cours de ce trimestre.

Ratification de l'ordonnance n° 2019-950
portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs

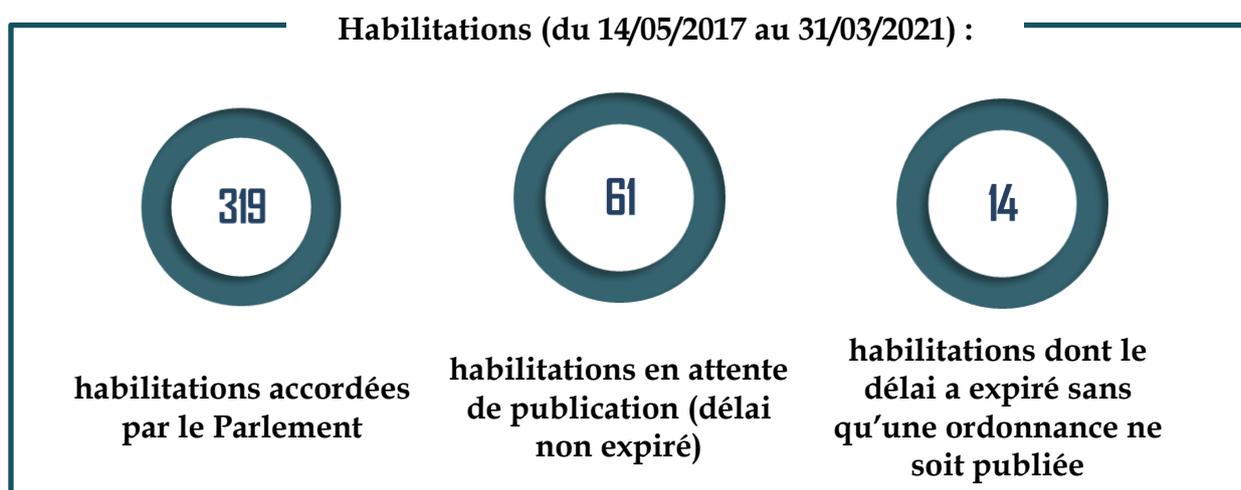
L'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs a été ratifiée par la loi n° 2021-218 du 26 février 2021.

Remplaçant l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 sur l'enfance délinquante que près de quarante modifications avaient rendue peu lisible et difficile d'application, l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 a institué **un nouveau code de la justice pénale des mineurs**.

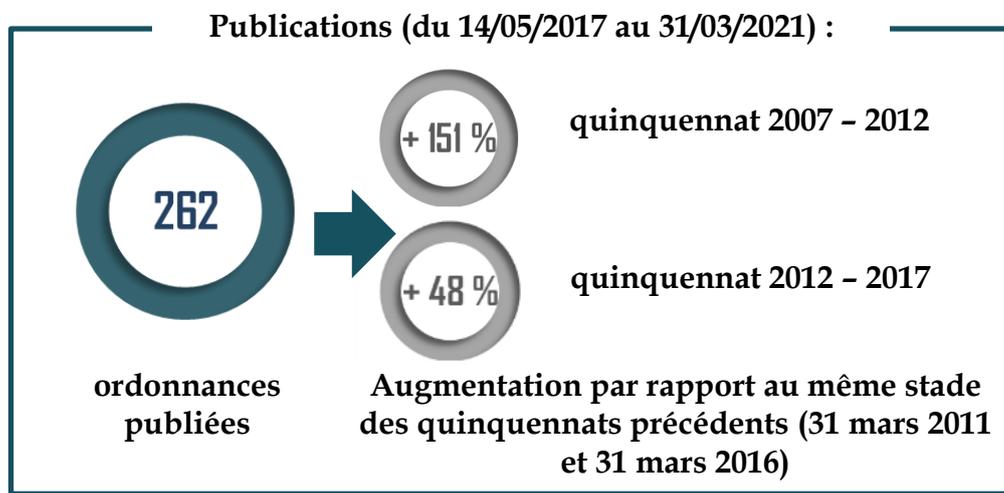
Lors de l'examen de la loi de ratification, le Sénat a **reporté l'entrée en vigueur de la réforme au 30 septembre 2021** pour tenir compte de l'état de préparation de l'ensemble des juridictions et de la protection judiciaire de la jeunesse, défini **la notion de discernement**, renforcé les liens entre la magistrature et la direction de la protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ) via la **numérisation du dossier unique de personnalité du mineur** et renforcé la **responsabilité des parents**, qui doivent par tous moyens répondre aux convocations de la justice.

2. CHIFFRES DU QUINQUENNAT (AU 31 MARS 2021)

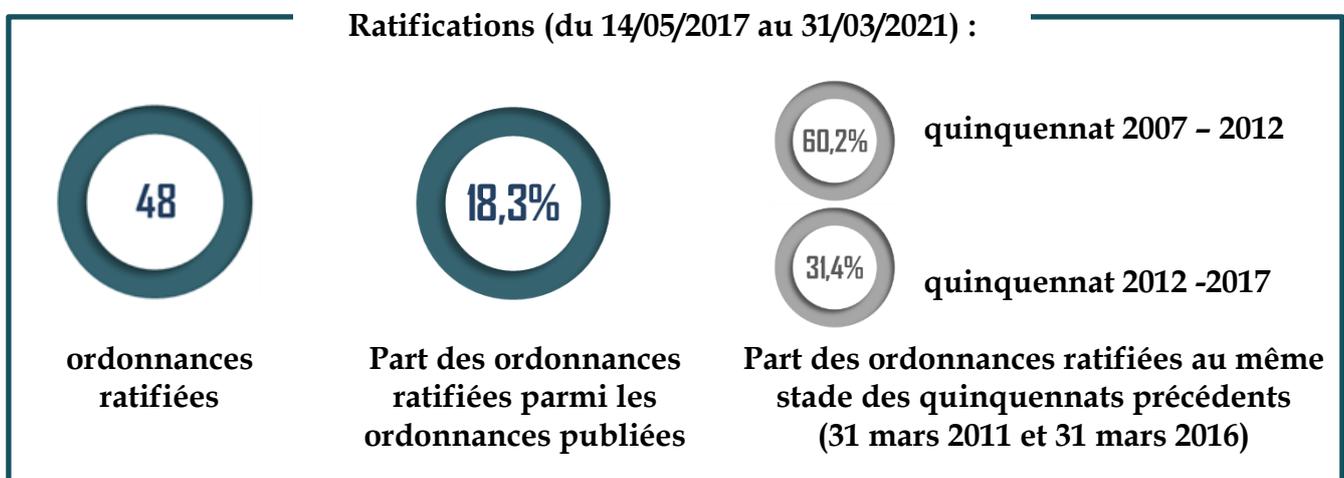
Depuis le 14 mai 2017, le recours aux ordonnances de l'article 38 de la Constitution est en hausse, en comparaison avec la pratique des deux quinquennats précédents.



À la date du 31 mars 2021, le Parlement avait accordé **319 habilitations** à légiférer par ordonnances. Cela représente **une hausse de 79 %** par rapport au même stade du quinquennat 2007-2012, et **de 3 %** par rapport à la même période du quinquennat 2012-2017.



262 ordonnances ont été publiées au cours du mandat, soit 151 % de plus qu'au même stade du quinquennat 2007-2012 et 48 % en comparaison avec le quinquennat 2012-2017.



48 ordonnances publiées au cours du quinquennat actuel ont été ratifiées, soit 18,3 % des ordonnances publiées. À la même période, le taux de ratification des ordonnances des deux précédents quinquennats s'élevait à 60,2 % pour le quinquennat 2007-2012, et à 31,4 % pour le quinquennat 2012-2017.

3. CHIFFRES DES PRÉCÉDENTS QUINQUENNATS

Lors du quinquennat 2007-2012, **180 habilitations** à légiférer par la voie d'ordonnances ont été accordées par le Parlement. Ces habilitations ont donné lieu à la publication de **152 ordonnances**, dont **121 ont été ratifiées**, soit un **taux de ratification de 79,6 %**.

Lors du quinquennat 2012-2017, **337 habilitations** à légiférer par la voie d'ordonnances ont été accordées par le Parlement. Ces habilitations ont donné lieu à la publication de **271 ordonnances**, dont **166 ont été ratifiées**, soit un **taux de ratification de 61,3 %**.

La Direction de la Séance actualise chaque semaine un suivi statistique du recours aux ordonnances de l'article 38 de la Constitution. Ces données sont consultables sur [le site du Sénat](http://www.senat.fr). Le Sénat a également publié en mars 2021 une étude sur le recours aux ordonnances depuis 2007. Cette étude est consultable à l'adresse suivante : http://www.senat.fr/role/ordonnances/etude_ordonnances2021.html.

ANNEXE : LISTE DES ORDONNANCES PUBLIÉES ET RATIFIÉES AU COURS DU TRIMESTRE

A. DEMANDES D'HABILITATION

1. Article unique de la loi n° 2021-194 du 23 février 2021 habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer la conformité du droit interne aux principes du code mondial antidopage et renforcer l'efficacité de la lutte contre le dopage

B. ORDONNANCES PUBLIÉES

1. Ordonnance n° 2021-45 du 20 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus locaux

2. Ordonnance n° 2021-49 du 20 janvier 2021 relative aux classifications et rémunérations au sein de la branche ferroviaire

3. Ordonnance n° 2021-71 portant réforme de la formation des élus des communes de la Nouvelle-Calédonie

4. Ordonnance n° 2021-77 du 27 janvier 2021 modifiant les dispositions du code des transports relatives aux services privés de recrutement et de placement des gens de mer

5. Ordonnance n° 2021-112 du 03 février 2021 portant rétablissement et adaptation de diverses dispositions visant à préserver les effectifs et les compétences du personnel militaire pour faire face à l'épidémie de covid-19

6. Ordonnance n° 2021-134 du 10 février 2021 portant rétablissement des dispositions permettant la prorogation des contrats des adjoints de sécurité pour faire face à l'épidémie de covid-19

7. Ordonnance n° 2021-135 du 10 février 2021 portant diverses mesures d'urgence dans les domaines du travail et de l'emploi

8. Ordonnance n° 2021-136 du 10 février 2020 portant adaptation des mesures d'urgence en matière d'activité partielle

9. Ordonnance n° 2021-137 du 10 février 2021 modifiant l'ordonnance n° 2020-1599 du 16 décembre 2020 relative aux aides exceptionnelles à destination des auteurs et titulaires de droits voisins touchés par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation du virus covid-19 et aux conditions financières de résolution de certains contrats dans les secteurs de la culture et du sport

10. Ordonnance n° 2021-139 du 10 février 2021 prorogeant l'application des dispositions relatives à l'organisation des examens et concours d'accès à la fonction publique pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19

11. Ordonnance n° 2021-141 du 10 février 2021 relative au prolongement de la trêve hivernale

12. Ordonnance n° 2021-142 du 10 février 2021 portant prorogation de certaines dispositions de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles

applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété

13. Ordonnance n° 2021-167 du 17 février 2021 relative à l'hydrogène

14. Ordonnance n° 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique

15. Ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique

16. Ordonnance n° 2021-206 du 24 février 2021 relative aux installations à câbles prise en application de l'article 128 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités

17. Ordonnance n° 2021-238 du 03 mars 2021 favorisant l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles de service public

18. Ordonnance n° 2021-235 du 03 mars 2021 portant transposition du volet durabilité des bioénergies de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

19. Ordonnance n° 2021-236 du 03 mars 2021 portant transposition de diverses dispositions de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité

20. Ordonnance n° 2021-237 du 03 mars 2021 portant transposition de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE, et mesures d'adaptation au règlement (UE) 2019/943 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 sur le marché intérieur de l'électricité

21. Ordonnance n° 2021-266 du 10 mars 2021 portant application de la convention conclue à Nairobi sur l'enlèvement des épaves

22. Ordonnance n° 2021-267 du 10 mars 2021 relative aux sanctions des infractions aux interdictions de rejets polluants des navires prévues par le Recueil sur la navigation polaire et aux sanctions de la méconnaissance des obligations de surveillance, de déclaration et de vérification des émissions de dioxyde de carbone du secteur du transport maritime prévues par le règlement (UE) 2015/757 du 29 avril 2015

23. Ordonnance n° 2021-291 du 17 mars 2021 relative aux groupements hospitaliers de territoires et à la médicalisation des décisions à l'hôpital

24. Ordonnance n° 2021-292 du 17/03/2021 visant à favoriser l'attractivité des carrières médicales hospitalières

25. Ordonnance n° 2021-369 du 31 mars 2021 portant extension et adaptation de diverses dispositions relatives aux gens de mer exerçant à bord de navires immatriculés dans les îles Wallis et Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises

26. Ordonnance n° 2021-373 du 31 mars 2021 relative à la sûreté portuaire

C. DÉPÔTS DE PROJETS DE LOI DE RATIFICATION

1. Projet de loi du 06 janvier 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2020-1142 du 16 septembre 2020 portant création, au sein du code de commerce, d'un chapitre relatif aux sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation
2. Projet de loi du 06 janvier 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2020-1447 du 25 novembre 2020 portant diverses mesures en matière de santé et de famille dans la fonction publique
3. Projet de loi du 06 janvier 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2020-1256 du 14 octobre 2020 étendant et adaptant en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie les dispositions de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique
4. Projet de loi du 13 janvier 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2020-1599 du 16 décembre 2020 relative aux aides exceptionnelles à destination des auteurs et titulaires de droits voisins touchés par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation du virus covid-19 et aux conditions financières de résolution de certains contrats dans les secteurs de la culture et du sport
5. Projet de loi du 13 janvier 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2020-1304 du 28 octobre 2020 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la création de la Collectivité européenne d'Alsace et l'ordonnance n° 2020-1305 du 28 octobre 2020 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la Collectivité européenne d'Alsace
6. Projet de loi du 13 janvier 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2020-1597 du 16 décembre 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés et de jours de repos, de renouvellement de certains contrats et de prêt de main-d'œuvre et l'ordonnance n° 2020-1639 du 21 décembre 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle
7. Projet de loi du 13 janvier 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2020-1694 du 24 décembre 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19
8. Projet de loi du 13 janvier 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2020-1602 du 16 décembre 2020 relative au régulateur des redevances aéroportuaires
9. Projet de loi du 20 janvier 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2020-1504 du 2 décembre 2020 prorogeant et adaptant les conditions de gestion des programmes européens de la politique de cohésion et des affaires maritimes et de la pêche
10. Projet de loi du 20 janvier 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2020-934 du 29 juillet 2020 portant réorganisation des dispositions du code des transports relatives à la sûreté dans les transports
11. Projet de loi du 03 février 2021 ratifiant diverses ordonnances tirant les conséquences du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne
12. Projet de loi du 03 février 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2020-1407 du 18 novembre 2020 relative aux missions des agences régionales de santé et l'ordonnance n° 2020-1408 du 18 novembre 2020 portant mise en œuvre de la prescription électronique

13. Projet de loi du 03 février 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2020-1395 du 18 novembre 2020 dispensant d'obligation de compatibilité avec les schémas régionaux des carrières les décisions d'exploitation de carrières justifiées par les besoins de la restauration
14. Projet de loi du 17 février 2021 ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus locaux
15. Projet de loi du 17 février 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2020-1496 du 2 décembre 2020 relative à la centralisation des disponibilités de certains organismes au Trésor
16. Projet de loi du 24 février 2021 ratifiant trois ordonnances visant à préserver les effectifs et les compétences et à assurer les recrutements au sein de la fonction publique civile et militaire pendant la crise sanitaire
17. Projet de loi du 03 mars 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2021-135 du 10 février 2021 portant diverses mesures d'urgence dans les domaines du travail et de l'emploi et l'ordonnance n° 2021-136 du 10 février 2021 portant adaptation des mesures d'urgence en matière d'activité partielle
18. Projet de loi du 03 mars 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2021-137 du 10 février 2021 modifiant l'ordonnance n° 2020-1599 du 16 décembre 2020 relative aux aides exceptionnelles à destination des auteurs et titulaires de droits voisins touchés par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation du virus covid-19 et aux conditions financières de résolution de certains contrats dans les secteurs de la culture et du sport
19. Projet de loi du 03 mars 2021 ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de l'article 10 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prolongation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire
20. Projet de loi du 10 mars 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2021-49 du 20 janvier 2021 relative aux classifications et rémunérations au sein de la branche ferroviaire
21. Projet de loi du 17 mars 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2020-1733 du 16 décembre 2020 portant partie législative du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile
22. Projet de loi du 17 mars 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2021-77 du 27 janvier 2021 modifiant les dispositions du code des transports relatives aux services privés de recrutement et de placement des gens de mer
23. Projet de loi du 24 mars 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2021-238 du 3 mars 2021 favorisant l'égalité des chances
24. Projet de loi du 24 mars 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2020-1642 du 21 décembre 2020 portant transposition de la directive (UE) 2018/1808 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 modifiant la directive 2010/13/UE visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels, compte tenu de l'évolution des réalités du marché, et modifiant la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, le code du cinéma et de l'image animée, ainsi que les délais relatifs à l'exploitation des œuvres cinématographiques
25. Projet de loi du 31 mars 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2020-1636 du 21 décembre 2020 relative au régime de résolution dans le secteur bancaire et l'ordonnance n° 2020-1635 du 21 décembre 2020

D. ORDONNANCES RATIFIÉES

1. Ordonnance n° 2019-950 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs, ratifiée par la loi n° 2021-218 du 26 février 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs
2. Ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, ratifiée par la loi n° 2021-195 du 23 février 2021 ratifiant diverses ordonnances prises pour faire face à l'épidémie
3. Ordonnance n° 2020-705 du 10 juin 2020 relative au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, ratifiée par la loi n° 2021-195 du 23 février 2021 ratifiant diverses ordonnances prises pour faire face à l'épidémie
4. Ordonnance n° 2020-738 portant diverses mesures en matière de commande publique ratifiée par la loi n° 2021-195 du 23 février 2021 ratifiant diverses ordonnances prises pour faire face à l'épidémie
5. Ordonnance n° 2020-739 portant réorganisation de la Banque publique d'investissement et modifiant l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement, ratifiée par la loi n° 2021-195 du 23 février 2021 ratifiant diverses ordonnances prises pour faire face à l'épidémie
6. Ordonnance n° 2020-740 relative à l'octroi d'avances en compte courant aux entreprises en difficulté par les organismes de placement collectif de capital investissement et les sociétés de capital-risque, ratifiée par la loi n° 2021-195 du 23 février 2021 ratifiant diverses ordonnances prises pour faire face à l'épidémie